

Déclaration de l'Union syndicale Solidaires

Conseil supérieur de la Fonction publique de l'Etat 12 juin 2008

Monsieur le Ministre,

Dialogue social, un mot, un adjectif et nous avons l'impression aujourd'hui que cela s'arrête là. Y aurait-il tellement de magiciens du dialogue social, que celui-ci serait occulté.

Comme certains chiffres d'ailleurs, ceux des taux de grève, ceux des mobilisations.

Vous feignez de croire que les mobilisations ne sont pas à la hauteur de la colère grandissante des personnels de la Fonction publique.

Vous commettez une grave erreur !

Les personnels de la Fonction publique, Monsieur le Ministre, sont mobilisés dans la continuité depuis des mois.

Aux manifestations d'ampleur, aux mobilisations des enseignants, des parents d'élèves, des lycéens, vous avez répondu par la remise en cause du droit de grève et par des propos douteux sur l'exercice de celui-ci.

Vous êtes en train de détruire avec la RGPP, avec les suppressions d'emplois le service public de l'éducation, vous êtes en train de dynamiter la culture. Mais c'est vrai que dans l'esprit du gouvernement auquel vous appartenez, la culture n'est certainement pas une priorité.

Le projet de loi sur la mobilité est rejeté massivement.

Vous n'avez pas écouté les représentants des personnels, et à la mobilisation de ceux-ci, nous pensons notamment aux agents des impôts et du trésor, la réponse a été l'envoi de CRS et de la BAC.

Dialogue policé, non dialogue policier.

Le Conseil de modernisation des politiques publiques d'hier a confirmé les orientations des précédents. Vous êtes dans une logique de régressions des politiques publiques et sociales.

Vous êtes dans une logique de dynamitage de la Fonction publique.

Et si ce sont les personnels qui subissent de plein fouet votre politique, c'est toute la population qui va être touchée par cette mise à mort, à terme, des services publics.

Nous pensons, par exemple, à la disparition des hôpitaux de proximité.

C'est un projet de société, que votre gouvernement, que le président de la république nous dessine. Une société où les solidarités disparaissent, mais où les chaînes de l'exploitation deviennent plus lourdes.

Dans ces conditions, ce Conseil supérieur ne pouvait pas pour Solidaires se tenir dans des conditions normales. Le dialogue social, Monsieur le Ministre, doit d'abord être basé sur l'entente des revendications des personnels. Pour Solidaires, la négociation, la concertation ne sont pas des mots vains. Mais ils ne sont pas synonymes d'accompagnement de vos projets.

Nous ne pouvons aujourd'hui, continuer à être présent, dans cette instance, alors que les personnels sont encore mobilisés et qu'après le 10 juin, nous préparons la mobilisation du 17. Les mobilisations continuent dans la Fonction publique, mais aussi ailleurs. Le mécontentement et la colère montent. Ne croyez pas qu'il s'agit d'un bruit de fond, vous pourriez être noyé sous la vague.